

# Etre journaliste au Sud

Il n'est pas facile d'être journaliste en Afrique. Presque tous les pays reconnaissent la liberté d'expression, mais rares sont ceux qui la respectent. De plus, les journalistes manquent parfois de moyens. Illustration avec un groupe de journalistes en formation à Bujumbura, au Burundi.



J.-F. P.

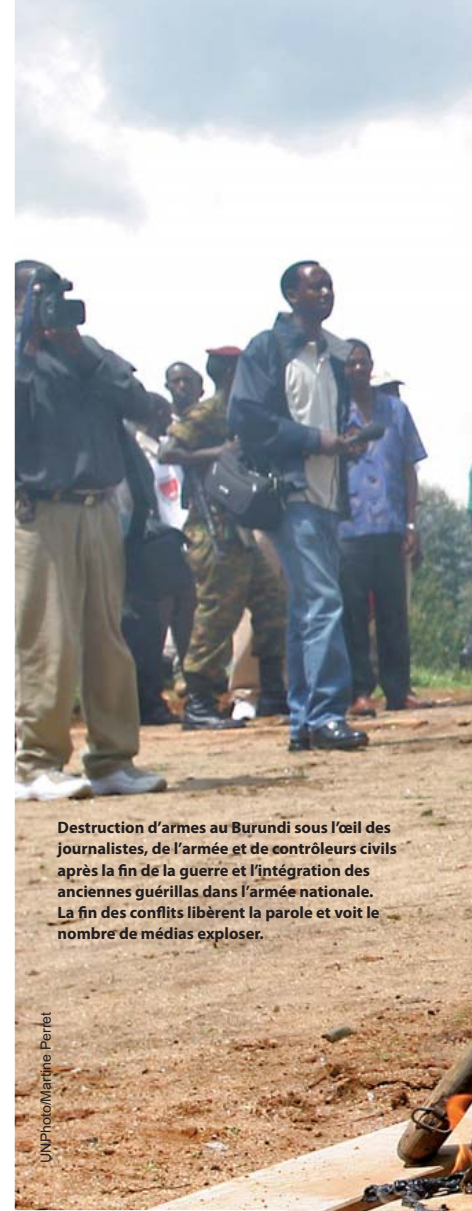
**L**e premier geste des journalistes venus suivre le cours du matin au Centre de formation des médias de Bujumbura, au Burundi, est de recharger leur GSM sur les prises électriques de la classe. L'électricité coûte cher et il n'y a pas de petites économies quand on est fauché. Les portables clandestinement alignés sur le sol de la classe sont à l'image des médias africains : nombreux, pléthoriques même, relativement nouveaux, débrouillards et vivant dans une certaine dépendance, voire dans la crainte, de l'autorité. En dix ans, le paysage médiatique africain s'est métamorphosé, profitant de la libération de la parole depuis le départ des dinosaures de l'après-indépendance, comme le maréchal Mobutu, et des réformes réclamées par les bailleurs de fonds. En une décennie, le nombre de titres de presse et de stations de radio ou de télé a littéralement explosé. Pour exemple, Marie-Soleil Frère, spécialiste des médias africains et chercheuse à l'ULB, cite les 30 périodiques et plus de 140 radios privées qui coexistent au Mali, les 500 journaux apparus en 20 ans à Kinshasa et les 1 300 nouveaux titres que compte le Cameroun.

## Distribué sous le manteau

Les propriétaires des GSM, tous journalistes professionnels, sont également l'exact reflet de leurs collègues africains : ils ont entre

cinq et dix ans de métier, ont fait l'université, sont devenus journalistes par hasard, étonnés d'exercer une profession quasi inexistante autrefois, et ils sont aujourd'hui demandeurs de formation et de bons conseils.

Nestor Nisubire enseigne la géographie. A ses heures perdues, il donne un coup de main au périodique *Le Journal de l'enseignant*. Nestor est bénévole. Comment faire autrement ? S'adressant à un lectorat sans le sou, les journaux se vendent peu, même s'ils sont très lus, chaque exemplaire passant de main en main, les meilleurs articles étant photocopiés et distribués sous le manteau. Quand ils sont rémunérés, les journalistes africains touchent entre 10 (en République démocratique du Congo) et 100 euros (Burkina Faso) par mois, selon Marie-Soleil Frère. Un salaire insuffisant pour vivre dignement et qu'il faudra compléter par des publi-reportages déguisés en articles, une pratique tellement courante qu'elle porte un nom : *coupage* en République démocratique du Congo, *gombo* en Afrique de l'Ouest ou *brown enveloppe* en Afrique anglophone. Pour Gilbert Nitunga, il n'est pas cependant question de *coupage*. Secret défense. Gilbert est militaire, avec le grade de capitaine, et collabore au *Journal des forces armées burundaises*, un média parfaitement cadré. L'armée est le premier employeur du pays. Après dix ans de guerre civile, le Burundi est entré dans une délicate phase de paix qui a vu les anciennes milices, autrefois rivales, intégrer les rangs de l'armée nationale. Jusqu'ici l'attelage fonctionne,



Destruction d'armes au Burundi sous l'œil des journalistes, de l'armée et de contrôleurs civils après la fin de la guerre et l'intégration des anciennes guérillas dans l'armée nationale. La fin des conflits libèrent la parole et voit le nombre de médias exploser.

UNPhoto/Martine Perlet

Devenus journalistes presque par hasard, les rédacteurs sont demandeurs de formation. Nestor Nisubire, Celeus Nadyuragijire, Guilbert Mbonimpa, Donatien Nsabiyumva et René-Dieudonné Kamaro suivent ici la classe en matinée, avant de rejoindre leur rédaction l'après-midi.



même si le Burundi doit maintenant composer avec une véritable armée mexicaine. Au moins les militaires respectent le processus de paix. Ce qui est moins vrai en République démocratique du Congo, la grande voisine qui a connu la même intégration des trois anciennes guérillas dans l'armée nationale, mais sans y gagner en stabilité. La prise de Goma, en novembre dernier, en raison de l'invasion par les combattants du M23, en témoigne.

La fusion des guérillas du Burundi s'est accompagnée d'une libération de la parole assez surprenante. Le *Journal des forces armées* évoque, sans détour, la surpopulation des prisons, notant au passage que beaucoup de détenus attendent depuis des mois, sinon des années, leur procès.

« On peut aborder tous les sujets sans être trop inquiété, confirme Guibert Mbonimpa du journal *Iwacu*, le principal hebdomadaire burundais, soutenu depuis sa création en 2008 par la coopération belge. *Les pressions, les coups de téléphone sont rares.* »

#### Une vraie demande

Le Burundi connaît une situation privilégiée mais pas exceptionnelle. La liberté d'expression est reconnue par presque toutes les Constitutions africaines (1), souvent suite à l'amical pression des bailleurs de fonds qui estiment qu'une presse libre participe à la consolidation de l'Etat et à sa bonne gouvernance. Pour autant, le métier de journaliste n'est pas toujours tranquille. Si les meurtres de journalistes restent rares et engendrent une forte émotion, comme la tollé après la mort de Norbert Zongo au Burkina Faso en 1998 ou de Serge Maheshe en République démocratique du Congo en 2007, l'emprisonnement, les coups et les menaces physiques

sont en revanche courants, surtout dans les pays en guerre ouverte ou larvée.

Reporters sans frontières dénombre 8 assassinats, 59 incarcérations, 189 interpellations et 102 agressions de journalistes en République démocratique du Congo entre 2005 et 2011. Des faits commis par l'armée, la police, des groupes rebelles, des hommes d'affaires et parfois même, note la chercheuse Marie-Soleil Frère, « des directeurs de médias qui n'hésitent pas à malmenier leur propre personnel dans un contexte où les journalistes évoluent en dehors du droit du travail, sans protection juridique ».

La difficulté du travail journalistique en République démocratique du Congo a poussé la profession à créer Journalistes en danger, une organisation dédiée à la défense des rédacteurs par un système d'alerte, de documentation des faits et d'interpellation des pouvoirs publics. L'association, qui répond à une vraie demande, pas seulement congolaise mais africaine, est devenue une référence quasi officielle fonctionnant avec le soutien, entre autres, de la coopération française, britannique et européenne. Et son action s'étend désormais à huit autres pays : Burundi, Cameroun, Congo Brazzaville, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Rwanda et Tchad.

#### Trahison

René-Dieudonné Kamaro est journaliste à Net Press, une agence de presse qui édite sur le web. Liberté de parole ou pas, le journaliste a appris à mesurer ce qu'il dit. « *D'un point de vue légal, il n'y a pas vraiment de ligne claire à propos de la liberté d'expression, rien n'est définitivement acquis. En période électorale, les pres-*



## Les journalistes belges francophones soutiennent un collègue turc

L'Association des journalistes professionnels (AJP), qui réunit 3 007 journalistes francophones belges, soutient Barış Terkoğlu, un journaliste turc incarcéré en janvier 2011 pour sa proximité supposée avec une organisation terroriste. Le soutien a été décisif, puisque le journaliste a été libéré le 14 septembre dernier après avoir passé 20 mois derrière les barreaux. « *Barış Terkoğlu est libre depuis septembre, se félicite Mehmet Koksal, journaliste bruxellois chargé du dossier pour l'AJP. Notre soutien fut d'autant plus important qu'en Turquie les journalistes sont placés en isolement, et il y a de quoi craquer si l'on ne reçoit aucun courrier de l'extérieur.* »

Avec 74 journalistes en prison, la Turquie figure parmi les pays les plus répressifs au monde dans ce domaine. Il n'en fut pas toujours ainsi. La presse bénéficiait d'une certaine liberté de parole jusqu'en 2002, date de l'arrivée des islamistes modérés de l'AKP à la tête de l'État. En dix ans, le parti est parvenu à imposer une certaine stabilité politique et à insuffler un nouvel essor économique. « *On pouvait penser que ces embellies déboucheraient sur plus de liberté et de protection sociale, poursuit Mehmet Koksal. D'autant que la Turquie est candidate à l'adhésion à l'Union européenne, ce qui donne à penser qu'elle respecte certaines valeurs. C'est l'inverse qui s'est passé. La position monopolistique de l'AKP, qui détient la présidence et la majorité parlementaire, s'est transformée en autoritarisme. Le parti a placé ses hommes dans l'administration, la police, les renseignements. Il a maîtrisé l'armée, qui était un acteur étatique incontournable. Et maintenant, les patrons de presse sont invités à s'aligner. On constate que la courbe des incarcérations de journalistes est proportionnelle à la croissance économique du pays.* »

Les pressions sur les médias ne s'embarrassent pas de nuances, avec des licenciements de journalistes sans préavis, des interpellations émanant directement du ministère de l'Intérieur, « *du jamais vu, dénonce Mehmet Koksal. Les groupes de presse vivent également dans la peur des amendes, le groupe Dogan Holding, qui publie des journaux populaires, a écopé d'une amende d'1,75 milliard d'euros, une facture impossible à payer. D'autres groupes qui ont également des activités industrielles (à l'image du français Bouygues, entreprise du bâtiment qui est aussi propriétaire de TF1) n'obtiennent plus de marché public s'ils n'obtempèrent pas aux injonctions du pouvoir.* »

La plupart des journalistes incarcérés sont kurdes. Ils le sont sur la base de la législation antiterroriste qui assimile à de la propagande toute information évoquant le PKK, la branche armée des indépendantistes kurdes. « *Il suffit qu'un correspondant évoque des combats, qui sont pourtant très fréquents, entre le PKK et l'armée, pour qu'il soit emprisonné. Actuellement se déroule le mégaprocès KCK, du nom d'une coupole d'associations kurdes. Dans cette affaire, 44 journalistes sont inculpés et 34 en prison. Parfois, tous les membres d'une même rédaction sont emprisonnés, comme pour l'agence de presse Diha.* »

Quant au protégé de l'AJP, Barış Terkoğlu, directeur de l'information pour le site OdaTV.com, il est soupçonné de sympathie pour Ergenekon, un groupe turc occulte qualifié de terroriste. En liberté provisoire depuis le 14 septembre dernier, il pourrait retourner derrière les barreaux tant que son affaire n'est pas bouclée. A Mehmet Koksal, qui lui demandait après sa libération s'il allait abandonner le métier, le journaliste répondait : « *Lors de nos comparutions, nous avons rappelé à nos juges qu'ils pouvaient certes nous priver physiquement de liberté, mais qu'il leur était impossible de nous priver de notre liberté de pensée ou d'exprimer par écrit nos opinions. Ma position est donc d'oser dire la vérité et de chercher sans cesse à rapporter la réalité des faits, quel que soit le prix à payer.* » ■ J.-F.P.



Le média le plus populaire en Afrique reste la radio, qui « parle » même aux illettrés et recueille la parole des populations sur les collines ou, comme ici au Soudan, dans la brousse.



sions exercées sur les rédactions reprennent. Et il n'est jamais bon d'évoquer des dossiers de corruption dans nos articles. » René-Dieudonné garde en mémoire, comme tous les journalistes du Burundi, que la victime de l'assassinat politique le plus retentissant fut, en avril 2009, celui d'Ernest Manirumva, un militant anti-corruption.

Il reste encore des lignes rouges que la presse africaine est priée de ne pas franchir, confirme Marie-Soleil Frère, qui précise que « *les journalistes qui révèlent des affaires de corruption, des scandales impliquant des fonctionnaires, les forces de police ou l'armée, qui critiquent la politique gouvernementale ou les dépenses publiques, peuvent se trouver accusés de diffamation, d'atteinte à la sécurité de l'État, de tentative de déstabilisation des institutions, voire de haute trahison.* »

Trahison ! Voilà le mot qui a ébranlé Nestor, Gilbert, Guibert, René-Dieudonné et les autres, il y a un an, lorsque leur collègue Hassan Ruvakuki, journaliste de Radio Bonesha FM et correspondant de Radio France internationale, a été arrêté. Revenant de Tanzanie, où il avait enquêté sur la guérilla burundaise repliée dans ce pays, le journaliste fut accusé de trahison et de terrorisme et condamné à la prison à perpétuité. Toute la profession a été sonnée par la sentence. « *C'est incroyable, s'insurge Guibert Mbonimpa. Ce procès était une parodie de justice, avec des juges qui examinent des photos et concluent que le journaliste danse avec les membres de la guérilla. C'est une charge imbécile qui donne une mauvaise image du pays. Pour marquer sa solidarité, la rédaction a envoyé un journaliste à chaque audience du procès. Et nous sommes encore présents aux procédures d'appel.* » Le procès en appel d'Hassan Ruvakuki s'est ouvert le 8 octobre dernier. Chaque audience fait salle comble, suivie par une foule de militants des droits de l'homme et de journalistes venus clamer leur soutien à leur collègue et dénoncer l'arbitraire qui a entouré sa première condamnation. Ce procès est une première pour le Burundi, mais pas pour la profession. Les normes qui encadrent le travail des journalistes africains ont une forte « plasticité », dénonce Marie-Soleil Frère, causée par « *une législation manipulée, taillée et interprétée sur mesure, fortement instrumentalisée, dans un contexte où ni le législateur, ni le pouvoir judiciaire ne peuvent affirmer leur indépendance face au pouvoir exécutif* » (3).

### Comprendre le fonctionnement

« *Il y a de grandes chances qu'Hassan Ruvakuki soit libéré à l'issue de ce procès d'appel* », pronostique Jean-Claude Kavumbagu, directeur de l'Agence Press Net. Le journaliste parle d'expérience : en 2010, il s'est lui aussi retrouvé en procès, face à un procureur qui réclamait la perpétuité à son encontre, également pour trahison, parce qu'il avait évoqué la fragilité du Burundi face au péril des



DIR

**Le procès en appel d'Hassan Ruvakuki, journaliste de Radio Bonasha FM et correspondant de Radio France internationale a tenu le Burundi en haleine. Le journaliste avait été condamné en novembre 2011 à la perpétuité en première instance au retour d'un reportage en Tanzanie. Sa peine a été ramenée à trois ans de prison, en appel.**

guérillas somaliennes. Jean-Claude, défendu par un avocat belge, a finalement obtenu l'abandon des poursuites. Cet habitué des prétoires et des geôles burundaises – il a fait 5 séjours en prison en 15 ans d'activité – est un peu la mémoire de la condition du journaliste. « Avant, on pouvait être emprisonné pour un rien, parfois du fait même de l'ignorance des juges. En 2001, un site avait fait un lien vers mon propre site. Je me suis retrouvé en prison pour complicité. J'ai mis une semaine à faire comprendre que n'importe qui peut faire un lien vers mon site, même des gens que je ne connais pas ou que je n'approuve pas. Depuis 2003, date de la reconnaissance de la liberté de la presse, nous sommes un peu mieux protégés. Des hommes politiques ont essayé de faire emprisonner des journalistes sans y parvenir. Ils commencent à comprendre comment nous fonctionnons. »

Pour Hassan Ruvakuki, le journaliste incarcéré, le verdict est définitivement tombé en janvier, la cour d'appel de Gitega ramène sa peine à trois ans de prison. La profession rejette ce jugement qui sous couvert de sa clémence, confirme la culpabilité d'un collègue estimé innocent. Le 15 janvier dernier, une cinquantaine de journalistes manifestaient devant le palais de justice de Bujumbura pour dénoncer ce procès. Une première pour la profession, qui vient de comprendre que la liberté de la presse se gagnera par le rapport de force.

### Crimes impunis

Il est temps maintenant de reprendre la formation. Un participant a titré un article qui revenait sur l'assassinat, en 1993, du président Melchior Ndadaye : « Des crimes non encore réprimés dans leurs moindre détails ». Aïe ! Il aurait fallu écrire tout simplement « Des crimes impunis ». Beaucoup de médias ont choisi de s'exprimer en français (ou en anglais dans les anciennes colonies britanniques), la langue des expatriés et des nationaux rentrés au pays qui représentent le seul public capable de s'acheter un journal. Mais pour la plupart des rédacteurs, dont le kirundi est la langue maternelle, le français reste une langue étrangère, pas toujours maîtrisée. C'est pourquoi ils sont en formation. La parole est maintenant libre... ou presque. Il reste à apprendre à s'emparer du langage, des mots, des idées et des informations.

Pendant ce temps, les GSM pourront se recharger tout à leur aise.

■ J.-F.P.

(1) La liberté d'expression est reconnue par les Etats africains au travers de leur ratification de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Notons que le pays qui vient en queue du classement mondial de la liberté de la presse, selon Reporters sans frontières, est l'Erythrée, avec « au moins trente journalistes et quatre collaborateurs de médias emprisonnés, tenus au secret dans des conditions effroyables », selon RSF.

(2) Sur 56 journalistes tués en 2011 dans l'exercice de leur fonction et recensés par Reporters sans frontières, 20 sont Africains, presque tous morts en Somalie, sauf un en Tanzanie, et un autre au Nigéria.

(3) Les citations de Marie-Soleil Frière sont reprises de son article « Journaliste en Afrique, métier à risque et risques pour le métier », à paraître bientôt dans un ouvrage collectif consacré aux risques professionnels en Afrique.

## Se servir d'Internet pour passer entre les gouttes

La guerre civile qui a secoué la Côte d'Ivoire pendant près de dix ans fut très éprouvante pour les journalistes mis sous pression par toutes les factions, essayant menaces verbales, passages à tabac, et même des peines de prison pour deux journalistes de TV Notre Patrie, tandis que les émissions des chaînes françaises TV5 et France 24 étaient suspendues. Au plus fort de la guerre, en 2011, lorsque les forces d'Alassane Ouattara ont repris l'offensive et finalement conquis le pouvoir, la Fédération internationale des journalistes a évacué 12 journalistes ivoiriens, avec l'aide des forces de l'ONU. Cependant, un journaliste au moins, Israël Guebo, a traversé ces moments difficiles sans être véritablement inquiété. « Je parlais au jour le jour des événements, avec une totale liberté d'expression », se souvient-il. Sa recette, son canal de communication : Internet via un blog. « Les autorités gouvernementales ne s'intéressaient absolument pas à ce qui se disait sur Internet, poursuit le journaliste. Je racontais ce que je voulais, même pendant la guerre. » Pourtant le blog d'Israël Guebo bénéficie d'une réelle audience, environ 2 000 connexions par jour, 40 % en Côte d'Ivoire et le reste à l'étranger, dans les pays de forte immigration ivoirienne.

Israël Guebo a connu la censure, mais c'était avant, lorsqu'il était journaliste au *Courrier d'Abidjan*. « Je travaillais au service politique, mes papiers étaient relus par le chef de service, le secrétaire de rédaction et le rédacteur en chef. En 2006, j'ai quitté le journal pour retrouver ma liberté et tracer ma propre ligne éditoriale. Je voulais parler simplement de la vie quotidienne, de choses étonnantes, comme un homme nu qui se promène sur les toits, ou de choses banales, comme la ménagère qui va au marché, ou évoquer les fêtes locales. Pour collecter l'info, je me balade en ville avec un GSM qui me sert de dictaphone et d'appareil photo. Je vois un feu de signalisation en panne, je le photographie, questionne les gens au carrefour pour connaître les incidents, les raisons, la date de la panne. » Bien vite, son blog rencontre un certain succès. En 2009, il crée même un blog communautaire, [www.avenue225.com](http://www.avenue225.com), qui réunit des jeunes vivant dans toute les parties de la Côte d'Ivoire. Une première, à l'époque, pour ce pays véritablement coupé en deux entre le Nord et le Sud. « C'était un travail totalement bénévole, précise-t-il, car notre pays est en reconstruction. » Depuis Israël Guebo a été repéré par TV5 Monde dont il est devenu le correspondant pour la Côte d'Ivoire.

■ J.-F.P.

## Pas de développement sans médias ni mouvements sociaux

On lit rarement les journaux le ventre creux. Pourtant l'émergence de médias dans des régions où la population ne bénéficie pas toujours des services de base n'est pas un luxe. Au contraire, l'accès à l'information est l'une des conditions nécessaire au développement.

Telle est la thèse de l'UNESCO qui a consacré une étude à ce thème en 2006. L'organisation onusienne dédiée aux questions culturelles étaye ses conclusions par la pensée de l'économiste indien du développement Amartya Sen, qui estime que les médias, tout comme les mouvements sociaux, représentent des moteurs essentiels de l'épanouissement humain, car ils donnent aux individus la possibilité d'agir et de penser librement. Médias et mouvements sociaux permettent également aux laissés pour compte de se faire entendre des gouvernants. Ils diffusent de nouvelles normes ou pratiques sociales innovantes, ils permettent aussi de prendre connaissance d'un événement et, si nécessaire, d'y apporter une réponse.

L'économiste illustre son propos par un phénomène économique (et une tragédie humaine) qu'il a largement étudié : la famine qui frappa la région indienne du Bengale en 1943. Cette catastrophe, qui fit plusieurs millions de victimes, n'était pas consécutive à une mauvaise récolte, celle-ci fut normale en 1943, mais à une mauvaise circulation de l'information. La Grande-Bretagne, puissance de tutelle à l'époque, engagée dans la Seconde Guerre mondiale, censurait strictement l'information et taisait la situation des agriculteurs les plus pauvres aux confins de son empire, ce qui a empêché les autorités de prendre les mesures adéquates. Dans le même ordre d'idées, Amartya Sen estime que la crise financière qui secoua l'Asie en 1997 a été aggravée par l'insuffisante liberté d'expression dans certains des pays de cette région.

L'éclosion des médias dans les pays en développement est donc largement soutenue par la coopération officielle de nombreux pays du Nord au titre de la « consolidation de la société et de la prévention de conflits ». Au Burundi, la Belgique soutient, notamment, l'hebdomadaire indépendant *Iwacu*. ■ J.-F.P.